

LIBYEN

LA NAISSANCE DES MÉDIAS LIBRES
DE L'EST LIBYEN



CRÉDIT : © AFP

Enquête effectuée avec le soutien financier de l'Union européenne

Internet a été ces derniers mois la clé de la lutte contre les régimes autoritaires arabes. En Libye, se déjouant de la censure et de la coupure du Web, les cyberdissidents ont réussi à informer le monde entier sur la révolte et les exactions commises par les autorités contre la population, sans se douter qu'ils donnaient alors naissance aux premiers médias libres du pays.

Alors que le travail d'information continue sur la Toile dans un contexte de guerre, l'est de la Libye connaît une véritable « révolution des médias ». Après quarante-deux ans de répression, l'émergence d'une presse « libre », portée par une nouvelle génération de « journalistes citoyens », montre une effervescence marquée par l'apparition de journaux, radios et télévisions en nombre.

Réalisé par Servane Viguié à Benghazi et Tobrouk au cours du mois d'avril 2011



cipes fondamentaux de la Constitution ou les structures fondamentales du système social, ou visant à renverser les structures politiques, sociales ou économiques ».

RETOUR À LA NATIONALISATION ET À LA FERMETURE, 2009-2010

Avec la nationalisation en juin 2009 de la chaîne *Al-Libiya*, et l'apparition de la nouvelle chaîne de télévision gouvernementale *Al-Wasaf*, la Libye assiste à un véritable recul des progrès amorcés en 2007.

Le quotidien *Oea*, qui a conservé son statut privé, critique ouvertement la nationalisation et la mainmise du pouvoir sur les médias. Sur un prétexte d'impayé, l'Autorité générale de la presse bloque l'impression d'*Oea* et de *Qurayana*. Les deux titres cessent de paraître en janvier 2010. *Al-Jazeera* est officiellement exclue du réseau câblé de la télévision. Face aux critiques montantes, les autorités mettent en place un nouvel organe, le *Niyaba As-Sihafa*, dont la fonction majeure consiste à traquer journalistes et supports de presse qui relateraient la corruption. La Cyrénaïque, bastion historique de la rébellion, fait l'objet de toute l'attention de ce dispositif répressif.

SURVEILLANCE ACCRUE DE LA CYRÉNAÏQUE

Libye regroupe trois régions : la Tripolitaine (ouest), la Cyrénaïque (est) et le Fezzan (sud). L'est du pays a toujours été marginalisé. Les tentatives tardives d'apaisement, notamment autour du projet de rayonnement touristique de « l'Athènes africaine » entrepris par Seïf Al-Islam Kadhafi à la suite de la Déclaration de Cyrène en 2007, n'ont rien changé. Face à cette « fracture » avec l'Est qui représente une menace directe, les autorités se montrent particulièrement vigilantes à l'égard de la presse locale, perçue comme un foyer de « dissidence ».

Quatre journalistes de l'émission « *Massaa Al-Kheir Benghazi* » (Bonsoir Benghazi) de la *Radio Benghazi* ont été arrêtés le 16 février 2010, puis relâchés le lendemain, pour avoir relaté les affaires de corruption de la ville. Le directeur de la radio a dû les licencier et « suspendre » l'émission.

Des sites indépendants basés à l'étranger ont été rendus inaccessibles sur le territoire à compter du mois de janvier

2010 : *Libya Al-Ayoun, Al-Manara, Jeel Libya, Libya Watana, Libya Al-Mustakbal*.

L'accès à YouTube a été provisoirement suspendu après la diffusion d'images sur la manifestation à Benghazi des familles des prisonniers massacrés dans la prison d'Abu Salim en 1996. Sur ce même site, on pouvait également suivre les frasques des enfants Kadhafi lors de soirées mondaines, jugées nuisibles à l'image du régime. Pour avoir révélé sur *Al-Jazeera On Line* une affaire de harcèlement sexuel en juillet 2010, le journaliste Mohamed Suraïti a été convoqué par le procureur de Benghazi. Deux autres journalistes, Atef Al-Atrash et Khalid Mohair, ont été interpellés suite à la diffusion en ligne d'informations relatant une affaire de corruption administrative.

Ce n'est pas un hasard si la Cyrénaïque, berceau de la monarchie senoussie, a été la première région à se révolter contre le régime kadhafiste et si les insurgés arborent le drapeau tricolore rouge-noir-vert frappé du croissant et de l'étoile du roi Idriss I^{er}, ou le portrait de leur héros Omar Al-Mokhtar. Ce « cheikh des militants », surnommé le « Lion du désert » (originaire d'un village près de Tobrouk), a été l'un des principaux acteurs d'une violente insurrection contre l'ordre colonial. Il sera pendu par les Italiens en 1931.

L'est du pays n'a jamais accepté le renversement du roi Idris (un descendant de Mohamed Ben Ali As-Senoussi, fondateur de la confrérie sénoussie en 1843), par le jeune lieutenant Kadhafi en 1969. Tournée vers l'Égypte et le Machrek, la province a montré à maintes reprises son hostilité à l'égard du pouvoir central. Sa volonté d'affranchissement date de l'Antiquité.

Lorsque le dictateur abandonne le modèle nassérien en 1977 pour mettre en place un « Etat des masses populaires » (la Grande Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste, inspirée des régimes communistes russe et chinois), ses partisans persécutent les chefs senoussis, vandalisent les lieux saints de la Cyrénaïque en confisquant les biens des fondations pieuses en vue d'imposer une forme « progressiste de l'islam ». La confrérie soufie des Senoussis, ordre religieux fondamentaliste, prêche un retour à l'islam des origines. Kadhafi se méfie de l'élite intellectuelle et des journalistes locaux qui utiliseraient la religion comme moteur de lutte politique. Réunions et débats dans la presse ou sur Internet, notamment autour de l'islam, restent particulièrement surveillés par le *Niyaba As-Sihafa*.



Bien avant la révolution du 17 février 2011, la Cyrénaïque a connu de nombreuses insurrections durement matées par le régime : notamment en 1976, après la pendaison d'étudiants dissidents, et en 1980 à la suite du soulèvement militaire de Tobrouk.

Au cours des années 90, la région connaît une série d'actions de guérilla orchestrées par la mouvance islamique des Martyrs et des Combattants libyens, en réaction à la pendaison de neuf de leurs membres djihadistes qui avaient tenté d'assassiner des conseillers soviétiques à Tobrouk, ce qui engendre le siège de la ville de Derna. Mouammar Kadhafi se livre alors à une véritable lutte armée contre les groupes islamistes de 1995 à 1998 et utilise son aviation pour bombarder leurs refuges dans le djebel Al-Akhdar (massif qui s'étend de Benghazi jusqu'à Tobrouk).

Une violente répression a lieu après l'attaque du consulat italien de Benghazi, le 17 février 2006, au cours de laquelle dix manifestants sont tués alors qu'ils protestaient

contre les propos anti-musulmans de Roberto Calderoli, un des dirigeants du parti politique italien la Ligue du Nord, et contre la publication en Europe des caricatures du prophète Mahomet.

La Cyrénaïque a également été sanctionnée économiquement pour sa « dissidence » en étant exclue de la manne pétrolière, alors que les villes de l'Est, comme Ras Lanouf ou Brega, sont parmi les plus importants centres pétroliers du pays. Benghazi, la ville qui a osé défier Kadhafi, est condamnée à rester à l'écart des allées du pouvoir.

LA NAISSANCE DES MÉDIAS "LIBRES" DE L'EST LIBYEN

Mouammar Kadhafi s'inquiète dès le début de l'année 2011 de l'impact du « Printemps arabe » sur la population. S'appuyant sur l'exemple des révoltes tunisienne et égyptienne, le régime prend conscience du danger que représente Internet. En dépit de la multiplication des arrestations ces derniers mois, les autorités ne parviennent pas à étouffer les appels à manifestation qui se répandent sur la Toile. A l'aube de la révolution du 17 février 2011, la jeunesse libyenne exprime massivement son opposition au régime sur Facebook, Twitter et YouTube.

QUAND LES CYBERDISSIDENTS PRENNENT LA RELÈVE DES MEDIAS

Le 1^{er} février 2011, l'écrivain et commentateur-politique Jamal Al-Hajji, ancien prisonnier d'opinion, appelle à manifester en faveur d'une plus grande liberté en Libye, à la manière des récentes actions de protestation en Tunisie, en Égypte et dans d'autres États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Il est arrêté à Tripoli par des policiers en civil appartenant à l'Agence de sécurité intérieure, prétextant sa responsabilité dans un accident de voiture.

Parallèlement, sur Facebook, des activistes anonymes appellent à une « Journée de la colère en Libye », prévue le 17 février. La fréquentation de cette page passe de 4 400 membres, le 14 février, à 14 000, le 16. Cet appel coïncide avec le cinquième anniversaire des affrontements survenus à Benghazi, au cours desquels les forces de sécurité avaient tué plusieurs manifestants attaquant le consulat italien.

L'avocat Fathi Tirbil, qui coordonne la défense des familles des prisonniers d'Abu Salim, est arrêté le 15 février à 15 heures, à son domicile de Benghazi, par 23 agents de la sécurité intérieure. L'avocat préparait une manifestation, après avoir réuni une centaine de dossiers concernant les détenus disparus, et dont les corps n'ont jamais été rendus aux familles. La nouvelle de son arrestation se propage

aux alentours de 18 heures. Des militants des droits de l'homme et des confrères viennent demander sa libération devant l'immeuble de la direction centrale de la police où il est interrogé. Une centaine de citoyens les rejoignent. « Une manifestation avait été annoncée sur Facebook pour le 17 février, dans la lignée des mouvements tunisien et égyptien. Mais avec mon arrestation, nous avons pris les autorités de court. C'était notre chance », explique Fathi Tirbil au quotidien *Le Monde*. Vers 22 heures, le chef des services secrets de Kadhafi, Abdallah Senussi (un des principaux responsables du massacre d'Abu Salim), vient en personne rencontrer l'avocat dans sa cellule. Ce dernier le soupçonne d'être l'un des instigateurs de la « Journée de la colère ». Inquiet de la tournure de la manifestation, il demande à l'avocat d'intervenir. « Je lui ai dit que c'était impossible, mais que je pouvais parler aux gens s'il retirait ses hommes de la rue. Il m'a répondu qu'il ne voulait pas faire de moi un héros ». À 2 heures et demi du matin, l'avocat est libéré sous la pression des manifestants. Les autorités espèrent avoir calmé la foule. Surnommé « l'homme qui a fait le printemps », Fathi Tirbil a été, malgré lui, un des déclencheurs de la révolte.

Dans la nuit du 15 au 16 février, les premières émeutes éclatent contre le régime à Benghazi. Les forces de l'ordre matent violemment la protestation en tirant à balles réelles sur la population. Les premières images de la répression circulent sur le Web. Le lendemain, le rédacteur en chef et le directeur du site d'information *Irasa* sont arrêtés. Même sort pour le blogueur Mohamed Al-Ashim Masmari qui a relaté les manifestations et la répression sur les chaînes satellitaires *BBC* en arabe et *Al-Jazeera*.

Les différentes villes du pays répondent le 17 février à l'appel lancé sur Facebook et les citoyens crient dans les rues leur colère contre Mouammar Kadhafi. A Benghazi, la caserne et le commissariat de police sont attaqués par les manifestants. L'armée et la police répliquent en ouvrant à nouveau le feu sur la foule. On dénombre, le lendemain, vingt-quatre personnes tuées, selon des sources hospitalières.



BENGAZI - LE MEDIA CENTER A BENGAZI - CRÉDIT : ANDREAS STENGER/APS-MEDIA

Face à la censure des médias (la télévision montre des manifestations en faveur du régime à Tripoli ; l'agence d'Etat *Jamahiriya News Agency* évoque l'arrestation de dizaines de ressortissants arabes à l'Est entraînés pour déstabiliser le pays) et à la quasi absence de couverture du conflit par les médias internationaux, les acteurs de l'insurrection s'improvisent journalistes. Ils ne disposent alors que de deux armes : Internet et leurs téléphones portables.

LES MILITANTS COUVRENT LEUR RÉVOLUTION SUR LA TOILE

Avec leurs téléphones cellulaires, les citoyens filment dans les rues la sanglante répression des forces de l'ordre. Une fois postées sur les réseaux sociaux, leurs vidéos et photos recueillies sur le terrain font le tour du monde. Ces témoignages uniques sont massivement relayés sur la Toile et dans les principaux médias internationaux.

Un relais d'information s'organise sur le Net autour de la question libyenne. De nombreux activistes et internautes répartis aux quatre coins du monde, dont certains issus de la diaspora, s'emploient à indiquer aux Libyens les démarches à suivre pour contourner la censure. Tous s'attendaient à une coupure intempestive des réseaux de communication. Trois mois plus tôt, l'accès aux pages Facebook, Twitter et YouTube et divers blogs avait été suspendu.

Devant l'ampleur du mouvement de contestation et de la circulation d'images compromettantes, une décision radicale est appliquée par la dictature : le blocage d'Internet, le 18 février, puis du réseau de télécommunication internationale, autour du 20 février.

MALGRÉ LE "BLACKOUT", L'INFORMATION CONTINUE DE CIRCULER

LE BLOCAGE D'INTERNET ET LES NOUVEAUX MÉDIAS

Dès le début de la crise politique, le pouvoir libyen s'est montré hésitant sur la marche à suivre concernant l'accès à Internet, imposant dans tout le pays des coupures intermittentes et limitées dans le temps. Contrairement aux autorités égyptiennes qui avaient totalement bloqué l'accès au Web pendant 5 jours, la Libye maintient un mince filet d'accès, lequel engendre une paralysie « apparente » du réseau.

Les hackers libyens s'engouffrent dans cette faille technique, épaulés à l'international notamment par le groupe Anonymous. Après la Tunisie et l'Égypte, Anonymous lance « l'opération Libye » plusieurs semaines avant le début des affrontements pour « aider le courageux peuple libyen ». « Nous leur faisons parvenir des « packs de soins » (outils de contournement) qui permettent de contourner la censure d'Internet afin d'échanger des informations avec le mon-

de, faire circuler des vidéos ou organiser des réunions», explique un de leurs membres au nouvelobs.com. Les « hacktivists » d'Anonymous installent des réseaux parallèles illégaux pour permettre aux « journalistes citoyens » de diffuser leurs contenus. « Les photos et vidéos, qui proviennent de téléphones portables libyens, sont postées sur YouTube, Facebook, Twitter... Nous récupérons des photos de corps déchiquetés, brûlés... C'est un bain de sang. Tripoli est un véritable charnier. ».

On constate de très fortes perturbations sur le réseau à partir du 18 février. Le 3 mars, le régime procède à une coupure mais « qui n'est pas complète », comme le précise la société spécialisée Renesys : « L'essentiel du trafic a été bloqué. Mais une poignée d'adresses IP (Internet Protocol) répond encore à l'intérieur du pays. Des gens en Libye ont encore accès au Net, même si le reste du pays est plongé dans le noir. ».

Le régime d'Hosni Moubarak avait utilisé une technique simple et brutale : le blocage du protocole BGP (Border Gateway Protocol) et DNS (Domain Name Server). Sans ces deux éléments, il est impossible de surfer sur la Toile. La Libye n'a pas coupé ces deux protocoles, mais a considérablement réduit la bande passante. « Cette tactique fait parfaitement sens du point de vue du gouvernement. Internet est une ressource précieuse en temps de guerre, comme un pont stratégique qui assure le ravitaillement. Tant que vous pouvez empêcher votre ennemi de l'utiliser, vous n'avez aucun intérêt à le faire sauter - vous le gardez intact pour vos propres besoins», explique Renesys.

Toutefois, seuls 350 000 habitants sur 6,5 millions, disposent d'Internet en Libye, selon les chiffres rapportés en 2010 par OpenNet Initiative. Ce faible taux de pénétration (5,5%) n'a pourtant pas empêché les nouveaux médias de s'organiser sur le Web et de jouer un rôle déterminant dans l'insurrection.

Aujourd'hui, le problème de l'accès à Internet n'est toujours pas résolu en Libye. Ce qui représente un handicap majeur pour la presse naissante. Hormis les actions isolées de « hacking » qui permettent aux cyber-citoyens de diffuser les informations du pays, sans équipements satellitaires, la Libye est coupée du monde.

SANS CONNEXION SATELLITAIRE, LES LIBYENS SONT COUPÉS DU MONDE

Les autorités brouillent, autour du 20 février, le réseau cellulaire Libyana, basé à Tripoli, et auraient débranché le câble sous-marin dans l'Est, reliant la Libye au reste du monde. Depuis, le réseau d'Etat Libyana fonctionne uniquement en interne et reste constamment surchargé. Il faut parfois s'y prendre à dix reprises pour obtenir une liaison téléphonique. Les cartes SIM se vendent au marché noir autour de 150\$. Les rares personnes équipées de téléphones satellites, comme les Thuraya, parviennent à passer des appels internationaux.

Le Conseil national de transition (CNT) annonce début avril avoir piraté le réseau étatique à partir duquel les services de renseignements contrôlaient les communications. Par ailleurs, plusieurs SMS ont été envoyés à la population depuis Tripoli pour la mettre en garde contre un « complot islamiste contre le pays ». En détournant et en isolant ce réseau, les insurgés ont pu router les appels via un satellite fourni par l'opérateur Etilasat.

Une équipe libyo-américaine dirigée par un exécutif de télécommunications travaille sur la création du nouveau réseau indépendant de l'Ouest, Free Libyana. « C'est la situation humanitaire inacceptable qui nous a décidés à agir ainsi », explique l'ingénieur Ousama Abushagur, qui participe au projet qui, selon le *Wall Street Journal*, bénéficie du soutien des Emirats arabes unis et du Qatar. L'effort de prise de contrôle a commencé le 21 mars dernier et s'est achevé au début du mois d'avril malgré un retard de livraison du matériel bloqué près d'une semaine au poste frontière égyptien de Saloum.

Force est de constater que Free Libyana reste réservé à une certaine élite de l'Est. La population, comme les médias, ne profite pas encore de ce moyen de communication.

L'ÉMERGENCE DES MÉDIAS LIBRES SUR INTERNET

TWEETER LA RÉVOLUTION

Les pages des réseaux sociaux relayant les informations parvenues de toute la Libye sont innombrables. Grâce à l'action de hackers et de militants équipés de connexions satellites, les premiers cyber-médias libyens, relayés par les internautes du monde entier, ont pu continuer leur travail journalistique. Certains sites sont devenus une référence pour la presse étrangère. La *BBC* version arabe et *Al-Jazeera* diffusent les précieux reportages de guerre diffusés en flux streaming de FreedomGroupTV, réalisés par les insurgés au cœur de Misrata. Le ministère britannique des Affaires étrangères a dressé une liste publique de ces sites, consultable sur Twitter : <http://twitter.com/#!/foreignoffice/libyan-tweeters/>

QUELQUES EXEMPLES SUR TWITTER

@feb17voices : John Scott-Railton, jeune Californien de 28 ans, a lancé et alimenté ce fil Twitter, épaulé par des expatriés libyens aux Etats-Unis. Leurs sources proviennent d'une centaine de Libyens joints par téléphone à la première heure de la révolution, puis par satellite ou par des actions de hacking après la coupure. L'équipe diffuse témoignages et vidéos, avant de les retranscrire sous forme d'articles. Il a fallu ainsi attendre des semaines avant d'obtenir des informations de Misrata, le temps que les téléphones satellites parviennent par les premiers bateaux d'aide humanitaire. Leur audience est principalement constituée de journalistes, de Libyens, selon son animateur.

@shababLibya : plus de 30 000 abonnés sur ce fil animé par des jeunes qui se disent inspirés par les révolutions égyptienne et tunisienne.

@sultanalqassem : résidant à Dubaï, Sultan Al-Qassem, chroniqueur pour le quotidien britannique *The Guardian* et le quotidien émirati *The National*, suit de très près la situation, grâce à ses contacts libyens et à la diaspora. Il est considéré comme une source sûre par la presse étrangère.

@FreedomGroupTV : ce collectif d'activistes a permis aux combattants de partir équipés d'appareils satellitaires et de filmer quotidiennement les scènes de guerre à Misrata. FreedomGroupTV fait parvenir ses vidéos en live streaming.

Un compte-rendu audio et des interviews étaient publiés chaque jour et témoignaient de la situation en place, quand la ville était coupée du monde.

Et bien d'autres : @iyad_elbaghdadi, @NewsInLibya, @ChangeInLibya, @Libya_United, @LibyaNewMedia, @Libyan4life, @IbnOmar2005, @libya2p0, Misrata 17 (...)

Le site américain smallworldnews.com a également offert son soutien aux « journalistes-citoyens ». Après avoir créé *Alive in Baghdad*, *Tehran*, *Mexico*, *Gaza*, *Bahrain*, *Egypt* et *Afghanistan*, Brian Conley, le directeur et fondateur du site a lancé *Alive in Libya*, début mars. Ce dernier permet aux médias naissants de se structurer sur la Toile.

MOHAMMED NABBOUS : LE NOUVEAU VISAGE DU « JOURNALISME-CITOYEN »

Ingénieur en télécom de Benghazi, Mohammed Nabbous, 28 ans, a permis au monde entier de suivre les événements au jour le jour, dès le début de la révolution. Ce militant s'est improvisé journaliste en créant sur Internet la première télévision libre de Libye, *Libya Al-Hurra TV* (Libye libre), diffusée en streaming à partir d'une connexion satellite, après s'être mobilisé dès la première heure sur Facebook. Agrémenté d'un chat, le site est également géré par une équipe de modérateurs à l'étranger, issus de la diaspora libyenne. Selon sa femme, Mohammed Nabbous a contourné la censure en utilisant des méthodes de hackers, « mais il s'est rapidement équipé d'un satellite », précise-t-elle. En contact avec plusieurs rédactions internationales, dont le site français *Street-Press.com*, il dénonçait la faible couverture du conflit par les médias internationaux et témoignait des exactions du régime contre la population. Le 19 mars, quelques heures avant l'intervention de la coalition, « Mo » part caméra à l'épaule filmer l'insurrection. A l'arrivée des blindés des forces loyalistes aux portes de la ville, les cellules dormantes se réveillent. Mohammed Nabbous est tué de trois balles par un sniper dans la rue.

Considéré comme un héros et un « martyr » de la révolution, les affiches lui rendant hommage ornent les rues de Benghazi et le Media Center. Certains de ses proches reprennent la télévision, quand d'autres rejoignent la chaîne satellitaire *Libya TV*, créée sous l'égide du CNT par Mahmoud Shamam.

LES NOUVEAUX MÉDIAS SE STRUCTURENT AUTOUR DU CNT

LIGNE ÉDITORIALE ET COMPOSITION DES RÉDACTIONS

Dès le 17 février, une nouvelle génération de journalistes s'est lancée, avec une énergie déconcertante, dans la création de journaux, radios et télévisions. Malgré la pénurie de matériel et l'absence d'infrastructures, les médias fleurissent rapidement dans l'est du pays. Si l'omniprésence de Mouammar Kadhafi et de son dogme avaient désintéressé les Libyens de la presse, aujourd'hui on s'arrache les journaux. Il est difficile de s'y retrouver face à l'avalanche de nouveaux titres. Une émergence révélatrice du besoin de liberté d'expression, après des années d'interdiction et de surveillance du Mouvement des comités populaires.

Ces médias sont composés :

- d'étudiants bénévoles (entre 20 et 30 ans) qui ont quitté les bancs de l'université, fermée pour cause de guerre. La plupart n'ont aucune expérience dans le métier. Ils font leurs premières armes sur le terrain en informant le public par Internet. Ils s'attèlent aujourd'hui à monter leurs propres supports. Dans une anarchie liée à la guerre, ils travaillent d'arrache-pied pour faire entendre leurs points de vue et prennent activement part à la construction du nouveau paysage médiatique libyen.

- d'écrivains, cinéastes, avocats, médecins, intellectuels du pays et la diaspora. Ils sont nombreux à avoir quitté leurs métiers et parfois leurs pays d'adoption pour participer aux côtés de la jeunesse au développement des titres. Certains disent avoir découvert une nouvelle vocation qui sera difficile d'abandonner au retour de la paix.

- d'anciens journalistes qui se libèrent à leur tour de décennies de frustrations. Les voix jugées trop associées à l'ancien régime sont toutefois écartées des antennes radiophoniques.

Des équipes étrangères du Qatar, du Royaume-Uni et d'autres pays proposent leur aide, comme les Américains du site smallworldnews.com (Alive in Libya). Arrivés courant mars à Benghazi, Brian Conley et Louis Abelman, formateur en développement de logiciels, se sont rendus à Benghazi familiariser les Libyens aux techniques du métier.

Les femmes ont pris leur place dans cette révolution des médias. Dans les rédactions, elles sont présentes en nombre et proposent des sujets. Certaines en ont même profité pour abandonner le voile. Mais rares sont celles qui occupent des postes clés, comme rédactrices en chef ou directrices de publication. Les femmes doivent faire face à une société particulièrement conservatrice. Il est parfois difficile d'interviewer un homme quand on est du sexe opposé, et inversement.

La présence de la diaspora aux côtés de cette nouvelle génération pro-démocratique représente un atout pour faire tomber le carcan de la tradition. Et les Libyennes semblent en avoir pleinement pris conscience. Que ce soit sur Internet ou dans les rédactions, la présence récente de la pensée occidentale engendre des « chocs » culturels. Les heurts entre journalistes libéraux et conservateurs peuvent être vifs lors des réunions de rédaction. L'ouverture des médias reste toutefois fragile.

Le fond et la forme de la presse se transforment : une grande importance est accordée à l'illustration, à la couleur et à la modernité de la mise en page. Les premières maquettes créatives réalisées par les directeurs artistiques font leur apparition, tournant la page d'une presse terne, contrastant avec l'aspect visuel vieillissant des parutions des Kadhafi.

UNE CENSURE ASSUMÉE DE LA PART DU CONSEIL NATIONAL DE TRANSITION

Les représentants politiques de la presse assument clairement une certaine censure et une idéologie marquée autour d'une « pensée solidaire » qu'ils légitiment par les besoins de la guerre. L'image d'une « Libye unie » faisant corps avec les révolutionnaires et ses représentants politiques se reflète dans tous les nouveaux supports.

Ainsi, l'évocation de certains thèmes est proscrite par le CNT. La couverture du conflit est définie par la stratégie de communication du mouvement politique. Parler des mœurs, de la religion, des tribus, des partisans de Kadhafi ou encore de ses ex-caciques ayant rejoint les rangs du CNT se révèle délicat dans une société qui fait ses premiers pas vers la démocratie. En revanche, on aborde librement les questions relatives au chômage, au pétrole, à l'éducation, à la santé, à la répartition des richesses du pays. Sur les radios de Benghazi, on entend des musiques autrefois censurées et les dialectes régionaux resurgissent à l'antenne. La culture urbaine,

autrefois clandestine (les artistes se cachaient pour se réunir, dessiner ou chanter), s'invite aujourd'hui dans les magazines, avec ses graffeurs et ses rappeurs.

La presse privilégie les critiques envers le régime de Mouammar Kadhafi. Les caricaturistes, jusqu'à présent privés de leurs métiers, se déchaînent contre le dictateur et ses proches. Par contre, pas un dessin de Mustafa Abdeldjalil, président du CNT, ou d'autres responsables actuels. Le mot d'ordre semble avoir été donné à toutes les rédactions pour démentir la présence d'Al-Qaïda dans le pays. Le refus d'une partition se traite systématiquement de la même manière, avec les mêmes arguments. Les discussions autour du futur statut de la Libye se calent sur la position du CNT.

Un hebdomadaire qui voulait réaliser une double page en mars sur l'instauration d'une monarchie constitutionnelle avec le retour du prince héritier Mohamed Al-Senoussi, en exil à Londres depuis 1988, s'est vu contraint d'abandonner ce projet début avril suite à des pressions politiques. Lors de leur conférence de rédaction, selon un journaliste qui souhaite garder l'anonymat, un individu est venu leur faire entendre que le traitement de ce sujet se révélait « précoce et déstabilisant eu égard aux avancées du CNT ».

La tentative de mainmise du Conseil national de transition sur la presse est donc évidente : les jeunes qui dépassent les limites éditoriales fixées sont systématiquement « recadrés » par les représentants politiques des médias, et cela peut aller jusqu'à l'exclusion de leurs supports, selon une source locale. La différence de liberté de ton entre les premiers jours de la presse libre et la situation présente, plus encadrée par le CNT, choque cette nouvelle génération de journalistes. La peur de voir la presse à nouveau utilisée comme outil de propagande engendre la méfiance envers les autorités. A la mi-mai, le sujet a été abordé au Media Center et les débats ont été houleux.

Inscrire dans la nouvelle Constitution les principes de la liberté de la presse et créer un syndicat fort sont devenus les priorités. « Le système de protection des médias doit être pensé et construit à partir de zéro, constate un journaliste. Car sous Kadhafi, il n'y avait que des lois pour terroriser les journalistes et les mettre en prison. »

MEDIA CENTER : ANARCHIE ET ABSENCE DE MOYENS

Le Media Center s'est installé dans l'ancien tribunal de Benghazi, endommagé par l'incendie qui a eu lieu lors de sa prise par les insurgés, et bénéficie d'un équipement fourni par le Qatar en mars dernier. La presse locale et étrangère est chaleureusement accueillie par les militantes du CNT (le centre est principalement géré par des femmes), tandis que les insurgés montent la garde à l'entrée, kalachnikov en bandoulière. Sur la façade, un grand panneau a été installé en solidarité avec les journalistes morts sur le terrain depuis le début du conflit. La nouvelle presse, débordante d'énergie, s'organise autour de ce centre. Les journalistes de l'Est libyen viennent ici à la pêche aux informations et utiliser le matériel dont ils manquent.

LES NOUVEAUX MÉDIAS MANQUENT DE TOUT LE MATÉRIEL PROFESSIONNEL NÉCESSAIRE

Les rédactions locales sont le plus souvent privées d'Internet. Des dizaines de journalistes se connectent au Media Center grâce à la seule antenne satellitaire fixée sur le toit : la navigation sur Internet, avec son mot de passe « We win or we die » (une citation d'Omar Al-Mokhtar), reste laborieuse et saute régulièrement. L'unique studio d'enregistrement qatari permet aux radios locales qui en sont dépourvues d'enregistrer leurs programmes. Mais ce dernier est constamment pris d'assaut. L'alimentation électrique est irrégulière, on se bat pour trouver une prise et brancher son ordinateur, quand on en dispose... Quotidiens et hebdomadaires sont imprimés avec du matériel personnel des journalistes.

Téléphone, Internet, papier, imprimantes, caméra, appareils photos, micros, ordinateurs, bureaux, télévision, satellites, studios d'enregistrement, salles de rédaction, locaux, etc., la liste du manque d'équipement est longue. Hormis les rares rédactions soutenues financièrement par des mécènes privés ou des dons de la diaspora libyenne (*Berenice Post, Libya Al-Hurra TV, Al-Sawt...*), les nouveaux médias travaillent avec un minimum de moyens.

Sur les murs du centre, figure le portrait de Mohammed Nabbous, aux côtés du héros de la lutte contre les colonisateurs italiens Omar Al-Mokhtar, de Che Guevara et des nombreuses caricatures de la famille Kadhafi. Après des années d'interdiction, les dessinateurs de presse s'en donnent à cœur joie. Le Guide est transformé en rat ou en

chien, s'acharnant vainement à garder le pouvoir depuis sa tente en lambeaux. Certaines esquisses, en référence à la rumeur selon laquelle la mère du dictateur serait israélienne, le montre feuilletant son livre vert où l'on distingue sur la couverture l'étoile jaune accompagnée d'une croix gammée.

UNE BOÎTE AUX LETTRES POUR REMPLACER INTERNET

Faute d'Internet, une grande boîte aux lettres à l'intention des diverses rédactions a été installée sur la façade du Media Center. Les passants y déposent des centaines de courriers contenant des informations reprises par les journalistes. La plupart des sources sont invérifiables et les données recueillies souvent contradictoires. Cette impossibilité de croiser les sources rend propice la propagation de rumeurs. Aucun support ne dispose d'abonnement aux fils d'informations des agences de presse.

Misrata, dont on était sans informations jusqu'à l'arrivée du premier bateau du Programme alimentaire mondial et d'outils satellitaires le 7 avril, a fait l'objet de toutes les spéculations. Les premières nouvelles de sa population sont parvenues au Media Center grâce à la visite d'un habitant qui avait fui la ville assiégée à la fin du mois de mai. Lors d'une conférence de presse improvisée, qui sera aussitôt diffusée sur la Toile, il témoigne des atrocités commises par les mercenaires et les troupes loyalistes. Il apprend à son auditoire que le peuple est affamé, que la coupure du réseau d'eau potable et d'électricité a engendré une catastrophe sanitaire. Aucune possibilité de vérifier ces propos, faute de pouvoir contacter les habitants de Misrata. Il est cru sur parole. L'information se révélera exacte par la suite. Dans les premières parutions des journaux, des articles tracent des histoires improbables, inspirées des courriers postés au Media Center.

UN RELAIS D'INFORMATION ALÉATOIRE

Le CNT conseille aux journalistes de se faire recenser et accréditer « par mesure de sécurité ». Une carte de presse de la « Libye libre » est délivrée, aux couleurs de la révolution. Au début du mois d'avril, 1300 accréditations étaient recensées, environ 2100 à la fin du mois. Les horaires des conférences de presse, souvent improvisées, restent rarement communiqués aux journalistes. Un point presse du CNT s'organise chaque soir à l'hôtel Uzu depuis le mois d'avril. Aucun des trois hôtels (Uzu, Tibesti et

El Fadeel) ne dispose de connexions satellitaires, hormis pendant un temps à Uzu mais l'équipement a été volé. Les journalistes étrangers utilisent l'hôtel Tibesti pour leurs duplex, avec leur propre matériel.

LE CENTRE CULTUREL DE BENGHAZI ET LES REPRÉSENTANTS POLITIQUES DES MÉDIAS

Le lieu est symbolique : avant la révolution du 17 février 2011, le centre culturel était dirigé par la maire de la ville, Huda Ben Amer. La surnommée « Huda le Bourreau » s'était fait connaître en 1984 au cours de l'exécution par pendaison de l'opposant au régime, Al-Sadek Al-Hamed Shuwehdi. En direct à la télévision d'Etat, elle s'était accrochée à ses jambes pour le tirer vers le bas et l'achever. Le colonel Kadhafi l'avait alors couverte d'éloges et nommée deux fois maire. Depuis, Huda Ben Amer a fui Benghazi où sa villa a été incendiée par les insurgés et s'est réfugiée à Tripoli. L'appui du Qatar a permis au bâtiment du centre culturel d'être restauré et intégralement équipé.

Les rédactions les plus chanceuses –*Berenice Post*, *Al-Sawt*, *Libya TV*– sont accueillies gratuitement dans ses loggias modernes. Les salles de rédaction disposent d'équipements livrés par containers maritimes en provenance du Qatar, dont les précieux récepteurs satellitaires.

Deux radios, une télévision et une douzaine de journaux se sont vu remettre des licences par le CNT (chiffre recueilli à la fin du mois d'avril). Mohamed Fannoush, ancien directeur de la bibliothèque nationale de Benghazi, aujourd'hui porte-parole du CNT et responsable des médias du comité local de la ville, et son assistant Youssef Sharif (tous deux ont fait leurs études aux Etats-Unis) préparent depuis leurs bureaux du centre culturel le futur ministère de la Culture et de la Communication.

Mahmoud Shammam, le troisième homme des médias de la « Libye libre », qui vit entre le Qatar et les Etats-Unis, a créé la chaîne satellitaire *Libya TV*, censée incarner « le visage de la révolution », dont le siège est basé à Doha, au Qatar, avec un studio à Benghazi (au centre culturel) et à Londres. Cet ancien journaliste de la version arabe de *Newsweek* et *Foreign Policy* est également porte-parole du CNT sur la

TOUR D'HORIZON DES NOUVEAUX MÉDIAS

En plus des sites d'informations et des web-télévisions diffusées en streaming évoqués précédemment, un grand nombre de médias « libres » ont vu le jour depuis la révolution dans l'Est libyen. En période de guerre, les journalistes travaillent avec les moyens offerts par le Media Center et les différentes rédactions improvisées. Les équipes changent souvent. Certains titres sont publiés en ligne, mais bien souvent leur site est régulièrement suspendu, faute de connexion satellitaire. Ils se montrent également vigilants quant aux échanges d'informations par courriel, craignant une infiltration des partisans du régime.

Dans la plupart des médias, on retrouve une large couverture du conflit et de l'intervention internationale, des hommages aux héros de guerre, des thématiques autour de la société, de l'histoire de la Cyrénaïque, de la culture urbaine émergente, des poèmes et caricatures de Mouammar Kadhafi ou de son fils Seïf Al-Islam. Pour ceux qui bénéficient d'un soutien financier, la couleur et les touches créatives font leur première apparition sur les nouvelles maquettes de la « presse libre ».

PRESSE ÉCRITE

La presse écrite est en pleine renaissance avec la création de dizaines de nouveaux titres comme *Al-Sawt*, *Libya Al-Hurriya*, *Al-Burniq*, *Berenice Post*, *Omar Al-Mukhtar Magazine*, *Libya Post*, *Al-Haqiqa*, *Panorama*, *Ashab*, *Intefathat Al-Ahrar*, etc. Les journaux généralement imprimés sur quatre pages pour les quotidiens, 20 pour les hebdomadaires, se vendent en moyenne 20 centimes d'euros. Ils sont distribués dans la rue et aux points stratégiques de la ville par les membres des rédactions.

AL-BURNIQ

L'hebdomadaire, écrit en arabe, est né aux premiers jours de la révolution. Il ressuscite l'ancien journal *Al-Quryna* (Cyrène en arabe), fondé par Seïf Al-Islam Kadhafi. Les locaux de la rédaction et le matériel ont été récupérés par les insur-

gés. Mais les moyens restent rudimentaires. « Avant, il était impossible de critiquer Kadhafi. Il était au-dessus des lois, au-dessus de tout comme s'il était Dieu. Aujourd'hui, c'est terminé », note Fateh Al-Kashmi, rédacteur en chef. Le journal aurait récemment trouvé un mécène dans la compagnie pétrolière appartenant à l'opposition.

Site: <http://www.brnieq.com>.

Contact : info@yosberides.com

AL-HAQIQA (« LA VÉRITÉ »)

Créé par la famille Elhouni, l'ancien quotidien était l'un des plus grands journaux de la Libye dans les années 70 avec un tirage à 15000 exemplaires. Les propriétaires quittent le pays en 1980. Les deux officiers militaires en charge de la presse à l'époque, Mabrook Al-Gweil et Hamed Salih, créent à la place d'*Al-Haqiqa* une « entreprise de presse mondiale et de gestion financière » au statut semi-privé. Le panneau traîne encore dans la rédaction, à côté des documents imprimés pour « l'autorité de la Grande rivière artificielle » et des manuels militaires.

Après un long exil à Londres, Issam, Nabil et Samir Elhouni, les descendants revenus à Benghazi après l'insurrection, récupèrent la rédaction et souhaitent relancer le quotidien de l'entreprise familiale. La vieille imprimerie est encore en état de marche, malgré le démantèlement et la revente de certains éléments par le régime. Pour le moment, on y imprime à titre gratuit les drapeaux, slogans et communiqués du CNT.

AL-SAWT (« LA VOIX »)

Le journal préféré de la jeunesse, publié en arabe à quelques milliers d'exemplaires. La rédaction a récemment été gracieusement accueillie au centre culturel de Benghazi. « Au début, on imprimait le journal sur nos imprimantes personnelles et on travaillait chez nous, précise Abdelaziz, 22 ans. Sans connexion, on a fait comme les autres pour piocher les informations, en allant quotidiennement ouvrir le courrier de la grande boîte aux lettres située au Media Center. A partir de ces écrits, on rédigeait des articles que l'on

RADIOS

TRIBUTE FM

Tribute FM 92.4 FM est la première radio à émettre uniquement en anglais. Elle a été créée à Benghazi en mai par des jeunes Londoniens issus de la diaspora. Sur les ondes, les légendes musicales telles que Diana Ross et Michael Jackson ont désormais droit de cité en Libye. De nombreuses interviews et appels de détresse en provenance de tout le pays affluent à l'antenne. Ses deux fondateurs, Mohamed et Amman, ont les nationalités britannique et libyenne et ne craignent plus de cacher leurs origines depuis la révolution. « Lors de mes voyages, je n'osais jamais dire que j'étais à moitié libyen. Aujourd'hui, tout a changé car je suis fier de l'action de mon peuple », raconte Mohamed en précisant que la radio refuse tout lien avec le CNT. Dans le studio - dont l'adresse est tenue secrète pour se protéger des éventuelles représailles des partisans du régime - ils ont installé une isolation acoustique efficace pour ne plus entendre les rafales de kalachnikovs en direct à l'antenne.

Site : <http://www.tributefm.com>

Contact: info@tributefm.com

AL-JAZEERA

Privée du réseau câblé par Kadhafi, la station qatarie, qui émet en FM depuis la mi-mars à Benghazi, représente une forte concurrence pour les médias locaux.

RADIO BENGHAZI

L'ancienne radio officielle d'Etat a été réquisitionnée par les insurgés le 17 février. A la sortie de Benghazi, de nombreux soldats montent la garde pour protéger la station. *Radio Benghazi* émet dans tout l'est du pays. Le studio a été mis à sac par les détenus d'une prison locale, libérés par le gouvernement après le soulèvement pour provoquer le chaos dans la ville, explique Khaled Al-Driss, l'ingénieur du son. Du matériel militaire a été récupéré, mais l'équipement reste sommaire. Les appels affluent depuis tout le pays pour informer la radio des situations vécues dans les différentes régions : une source précieuse pour l'armée de la rébellion. Ahmed El-Naily, son présentateur vedette, a travaillé pendant 16 ans pour l'ancienne radio d'Etat. « Avant, on ne parlait que de Kadhafi au micro. Aujourd'hui, nous ne craignons plus de nous exprimer librement. Je redécouvre mon métier : c'est comme si j'avais changé de profession. Les informations circulent

et nous tenons le peuple au courant de l'évolution de la révolution. C'est aussi un moyen pour le CNT de connaître les positions des troupes de Kadhafi. ».

Rédacteur en chef : Khaled Al-Hassi.

Présentateur : Ahmed El-Naily.

VOICE OF FREE LIBYA OU SWAT LIBYA AL-HURRA

Les trois antennes de cette radio dans les villes de Benghazi, Al-Bayda et Misrata, depuis le mois de février, jouant un rôle important de relais d'informations en temps de guerre. D'autres insurgés contrôlent la station depuis Tobrouk et Nalut située à plus de 240km dans le désert au sud-ouest de Tripoli. Nalut, petite localité berbère, vit entre peur et espoir : elle est l'une de ces «villes libérées» de l'Ouest libyen dans la chaîne montagneuse Nafusa. Depuis la station, sur 98.2 FM, on parle dans la langue berbère, le tamazight. Si plusieurs chroniqueurs trop associés à l'ancien régime ont été écartés, le présentateur Khalid Ali a conservé son poste à Benghazi. Ses positions à l'égard de la dictature, notamment l'évocation en direct du massacre de la prison d'Abu Salim, lui avaient valu une arrestation l'an dernier.

Les stations des insurgés se servent d'émetteurs de l'organisme de radiodiffusion de l'Etat. Avec l'aide des ingénieurs travaillant auparavant pour les médias officiels, ils sont parvenus à pirater la fréquence 98.9 FM à Benghazi.

Présentateur : Khalid Ali

TOBRUK FREE RADIO

Dans la banlieue de Tobrouk, 25 personnes - dont 12 journalistes travaillant par le passé pour les médias d'Etat - se sont installées dans le bâtiment qu'occupait la télévision publique libyenne. Elles ont apporté leur matériel pour lancer leurs émissions et réaliser leur rêve : créer une radio libre. « Avec des moyens rudimentaires, nous arrivons à faire entendre notre voix dans toute la ville et au-delà », explique Abdoullah Bliheg, 29 ans, ingénieur qui a travaillé pendant trois ans pour la télévision officielle. La radio émet 24h/24 et couvre une zone qui va de la frontière égyptienne (130 km à l'Est) et à Derna (200 km à l'Ouest). Quant aux questionnements sur la liberté de ton : « Nous n'avons connu que Kadhafi. Il y a des débats en interne sur ce que l'on peut dire ou non à l'antenne. Pour nous, tout est nouveau. Cela prendra beaucoup de temps avant que la tolérance et la liberté de parole prennent leur place derrière nos micros », constate-il.

A contacter : Abdoullah Bliheg

TÉLÉVISION PAR SATELLITE

LIBYA TV FOR THE FREE, « LE VISAGE DE LA RÉVOLUTION »

Créée à la hâte sous l'égide du CNT et sous l'impulsion de son directeur Mahmoud Shammam, la chaîne satellitaire *Libya TV for the free* ou *Libya Al-Hurra* en arabe (du nom de la télévision de Mohamed Nabbous), émet depuis fin avril depuis Doha, au Qatar, avec le relais de deux studios à Benghazi et à Londres. Pour le lancement de l'antenne de Benghazi, le 30 mai, Zuhair Albarasi, qui a fait ses armes aux côtés de Nohammed Nabbous, a animé une émission en direct.

La chaîne possède plusieurs correspondants à travers la Libye. A terme, il est prévu qu'elle quitte Doha pour Tripoli.

Pendant les premiers mois de diffusion, la chaîne qui veut incarner « le visage de la révolution » projette quatre heures de programmation originale quotidienne, un bulletin de nouvelles de 20 minutes, ainsi qu'un talk-show d'une demi-heure. Ces programmes seront par la suite étendus.

Libya TV a été principalement financée par la diaspora libyenne (dons d'hommes d'affaires libyens, notamment 250.000 \$ en provenance d'un riche donateur londonien). L'Etat du Qatar, en plus de l'accueillir sur son sol, a aidé à son développement. Le canal qatari *Al-Rayyan*, axé sur des programmations culturelles, a offert ses équipements et l'appui de son équipe technique.

Le journaliste vedette de la télévision officielle *Al-Jamahiriyah*, Mohamed Hawas, a quitté son poste le 19 février pour rejoindre l'équipe de *Libya TV* à Doha où il est désormais présentateur. L'homme n'a pas accepté la tentative d'instrumentalisation dont il a fait l'objet suite aux émeutes.

« Le régime a voulu se servir de moi pour écraser la révolte à l'Est en diffusant des propos mensongers. J'ai claqué la porte pour enfin faire mon métier et dire la vérité », explique-t-il depuis les studios qataris flambants neufs.

Le cinéaste Waleed Al-Senegri a, à son tour, rejoint *Libya TV*. Le réalisateur de documentaires réalisait par le passé et sur la demande du régime des reportages en vue

d'attirer les touristes en Libye. Il a fait six mois de prison après un reportage sur un détenu de la prison d'Abu Salim. Ahmed Ben Khayal a la responsabilité de l'édition à Benghazi et prépare son équipe autour d'une formation journalistique pour les familiariser aux débats, à la façon d'*Al-Jazeera*. La rédaction compte une vingtaine de journalistes bénévoles, de 18 à 25 ans, issus de la bourgeoisie benghazouie. Un candidat en provenance d'Ajdabiya a également rejoint l'équipe.

Mahmoud Shammam a lancé, sur sa page personnelle Facebook, une annonce pour recruter des journalistes et a recueilli 200 candidatures en quelques jours.

Leur directeur, un habitué des plateaux d'*Al-Jazeera* dont il a été membre du conseil de surveillance pendant quatre ans, tient à offrir aux jeunes, qui ont été « à la pointe de l'insurrection, une voix prédominante à l'antenne. Les jeunes qui ont participé à la libération de la Libye peuvent ici continuer leur combat. S'ils n'ont pas de responsabilité maintenant, nous serons en difficulté un jour ou l'autre ».

Son principal espoir consiste à vaincre les années d'endoctrinement du régime Kadhafi. « Nous avons besoin d'une forte dose de dialogue. ». Le directeur de *Libya TV* souhaite voir apparaître sur la chaîne des débats sur la réforme constitutionnelle, la politique, les élections du CNT, l'éducation et de nombreux thèmes jusqu'ici tabous ou censurés. « Aujourd'hui, toutes les images des médias se concentrent sur le front », regrette-t-il.

Coordonnées satellite

Arabsat Badr 26 East 10730 Horizontal and Noursat 11585 Verticaland NourSat.

Site : <http://www.libya.tv>

Site en anglais: <http://english.libya.tv>

Contact : Reem Maghribi, rédactrice,
r.maghribi@libya.com

Contact à Benghazi : Ahmed Ben Khayal, Zuhair Albarasi

TÉLÉVISIONS DIFFUSÉES SUR LE WEB EN FLUX STREAMING

FREEDOMGROUPTV

Site : <http://www.youtube.com/user/miusrata17miusrata>

Contact : Elle Horreya, elle.horreya@gmail.com, freedomgroup@gmail.com

LIBYA AL-HURRA TV (CHAÎNE CRÉÉE PAR MOHAMED NABBOUS)

<http://www.livestream.com/libya17feb>

Contact : Skype (libya.elhurra) or Twitter (@FreeBenghazi)

CNT sur Facebook depuis le mois de mai,
service de presse : info@ntc.net





BENGHAZI - LE MEDIA CENTER A BENGHAZI - CRÉDIT : ANDREAS STENGER/APS-MEDIA

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

REPORTERS SANS FRONTIÈRES, SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

47 rue vivienne, 75002 Paris - France - Tel. 33 1 44 83 84 84 - Fax. 33 1 45 23 11 51 - Web : www.rsf.org - E-mail : rsf@rsf.org - Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org - Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org - Benjamin Ismaïl - Bureau Asie : asie@rsf.org - Johann Bihr - Bureau Europe : europe@rsf.org - Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : moyen-orient@rsf.org - Lucie Morillon - Bureau Internet : internet@rsf.org - Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean-Francois Julliard** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**